

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

63913/3

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST

TRAVAIL ET

WERKGELEGENHEID, ARBEID EN

CONCERTATION SOCIALE

SOCIAAL OVERLEG

SERVICE PUBLIC FEDERAL

13-07-2018

FEDERALE OVERHEIDSDIENST

SECURITE SOCIALE

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
RAAD VAN STATE
WETGEVING

SOCIALE ZEKERHEID

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
FINANCIËN

Arrêté royal fixant le modèle de contrat standard pour le travail associatif en exécution de l'article 5 de la loi du XXX relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale

Koninklijk besluit tot vaststelling van het model van de standaardovereenkomst voor verenigingswerk bij uitvoering van artikel 5 van de wet van XXX betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la loi du XXX relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, l'article 5 ;

Gelet op de wet van XXX betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie, artikel 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 novembre 2017 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 november 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2017 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister Begroting, d.d. 8 november 2017;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Vu les avis 62.487/1 et XXXX/X du Conseil d'Etat, donnés le 6 décembre 2017 et ..., en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des

Gelet op de adviezen 62.487/1 en XXXX/X van de Raad van State, gegeven op 6 december 2017 en ..., met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°

lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, de la Ministre des Affaires sociales, du Ministre des Finances et du Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Art 1. Le modèle de contrat standard pour le travail associatif est déterminé à l'annexe au présent arrêté.

Art 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 15^{er} juillet 2018.

Art 3. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi:

Le Ministre de l'Emploi,

van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister van Werk, van de Minister van Sociale Zaken, van de Minister van Financiën, en van de Minister van de Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderende Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Art 1. Het model van de standaardovereenkomst voor verenigingswerk is vastgelegd in de bijlage bij dit besluit.

Art 2. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2018.

Art 3. De minister bevoegd voor Werk, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege:

De Minister van Werk,

K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,

De Minister van Sociale Zaken,



M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Indépendants,

De Minister van Zelfstandigen,

D. DUCARME



Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
MAGGIE DE BLOCK

Avis section législation du Conseil d'Etat:

- Annexe – projet de l'arrêté royal fixant le modèle de contrat standard pour le travail associatif en exécution de l'article 5 de la loi du XXX relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale
- Le modèle du contrat standard visé par la ministre des affaires sociales

ANNEXE

Maggie DE BLOCK
Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique

CONTRAT EN MATIÈRE DE TRAVAIL ASSOCIATIF

(À signer au plus tard au moment du commencement effectif du travail associatif)

Conclu entre :

..... (nom de l'organisation).
..... (numéro BCE), (adresse) .
légalement représenté(e) par (identité du responsable du représentant).
..... (date et lieu de naissance), résidant à
..... ci-après dénommée 'l'organisation', d'une
part.

et

- Monsieur/Madame (identité du travailleur
associatif), (date et lieu de naissance)
résidant à (adresse)
ci-après dénommé(e) 'le travailleur associatif', d'autre part.

Ci-après dénommés conjointement « les parties ».

Article 1^{er}

Objet du contrat

Le présent contrat règle les droits et obligations réciproques de l'organisation et du travailleur associatif et a comme objet les activités suivantes :
.....
.....

Cellule stratégique de la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Finance Tower Bd du Jardin Botanique 50 boîte 175 B-1000 Bruxelles Belgique
tél. +32 2 528 69 00 info.maggiedeblock@minsoc.fed.be

.be

Article 2

Durée

Le présent contrat est conclu pour la période allant du/...../..... au/...../..... (*maximum un an*).

Article 3

Lieu et portée du travail associatif

Le travail associatif qui fait l'objet du présent contrat est réalisé dans le (les) lieu(x) suivant(s) :
.....

Il est convenu ce qui suit en matière de portée des prestations dans le cadre du travail associatif dans le contrat (mention à titre indicatif de l'heure de début et de fin) :

Article 4

Indemnité pour le travail associatif

Les parties conviennent, dans le respect du maximum prévu par l'article XX §1 de la loi du d'une indemnité pour le travail associatif de ... EUR par (*à compléter : par prestation par heure par jour*).

Article 5

Assurances

En application des articles XXX de la loi du, l'organisation a signé les assurances suivantes :

- assurance *tentreprise d'assurance :, numéro de police d'assurance*
- assurance *tentreprise d'assurance :, numéro de police d'assurance*
- assurance *tentreprise d'assurance :, numéro de police d'assurance*

Article 6

Résiliation et suspension du contrat

Le contrat peut être résilié à tout moment sur la base des motifs fixés dans la loi. Les parties ont convenu de commun accord des modalités de résiliation suivantes :

.....
.....

Le contrat peut être suspendu pour cause de motifs fixés dans la loi. Les parties ont convenu des modalités supplémentaires suivantes à cet effet :

.....
.....

Le présent contrat prend fin de plein droit et sans aucune indemnité complémentaire lorsque le travailleur associatif ne répond plus aux conditions du Titre X, Chapitre X de la loi du ...

Article 7

Déontologie

Le travailleur associatif s'engage, lors de l'exécution du présent contrat, à respecter strictement les règles déontologiques, telles que mentionnées dans les documents, instructions ou dispositions analogues mentionnés ci-après :

- ;
- ;
- ;
- ;

Le travailleur associatif confirme formellement avoir reçu et pris connaissance de ces documents, instructions et/ou dispositions analogues.

Article 8

Respect de l'indemnité maximale

Les parties auprès du présent contrat déclarent avoir connaissance du fait qu'il ne leur est pas autorisé de convenir de ou d'octroyer une indemnité plus élevée pour le travail associatif que ce qui est autorisé par l'article XX de la loi du

Les parties s'engagent à respecter cette limite.

Article 9

Informations et prescriptions au sujet des risques et du bien-être liés au travail associatif

Le travailleur associatif confirme avoir reçu toutes les informations et prescriptions nécessaires de la part de l'organisation au sujet des risques liés au travail associatif et en matière de bien-être lors de l'exécution du travail associatif.

Le travailleur associatif s'engage également à respecter ces informations et prescriptions.

Article 10

Déclaration préalable dans l'application « nom de l'application »

L'organisation confirme qu'elle effectuera toute déclaration requise dans l'application « nom de l'application », et ce, préalablement au commencement des prestations. Si à l'issue de cette déclaration il s'avère que le travailleur associatif ne répond pas aux critères d'application, elle l'en informera immédiatement et le présent contrat sera annulé de plein droit. Toute prestation effectuée sans déclaration préalable dans l'application « nom de l'application » ne peut être considérée comme travail associatif.

Conclu à le en deux exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour l'organisation (nom, qualité et signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Le travailleur associatif (nom et signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »)



Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid
MAGGIE DE BLOCK

Advies afdeling wetgeving van de Raad van State:

- Bijlage – ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het model van de standaardovereenkomst voor verenigingswerk bij uitvoering van artikel 5 van de wet van XXX betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie
- Modelovereenkomst geïmplementeerd door de minister van sociale zaken

BIJLAGE

Maggie DE BLOCK
Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid

OVEREENKOMST INZAKE VERENIGINGSWERK

(te ondertekenen uiterlijk op het ogenblik van de effectieve aanvang van het verenigingswerk)

Gesloten tussen:

-(naam van de organisatie),
..... (KBO nummer).....(adres),
rechtsgeldig vertegenwoordigd door (identiteit van de
verantwoordelijke/vertegenwoordiger)
.....(geboortedatum en -plaats) en
wonende te..... verder de 'organisatie'
genaamd enerzijds.

en

- de heer/mevrouw(identiteit van
verenigingswerker),
.....(adres),
.....(geboortedatum- en plaats), verder
de 'verenigingswerker' genaamd anderzijds.

Hierna gezamenlijk "de partijen" genaamd.

Artikel 1

Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt de wederzijdse rechten en verplichtingen van de organisatie en de verenigingswerker en heeft volgende activiteiten tot voorwerp:

.....
.....

Artikel 2

Duur

Deze overeenkomst wordt gesloten voor de periode van..... tot (maximaal één jaar).

Artikel 3

Plaats en omvang van het verenigingswerk

Het verenigingswerk die het voorwerp van deze overeenkomst vormt, wordt uitgevoerd op de volgende plaats(en):

De omvang van de prestaties in het kader van het verenigingswerk wordt als volgt overeen gekomen in de overeenkomst (met opgave ter indicatieve titel van begin- en einduur):
.....

Artikel 4

Vergoeding voor het verenigingswerk

De partijen komen, met eerbiediging van het maximum bepaald bij artikel XX § 1 van de wet van, een vergoeding voor het verenigingswerk overeen van ... EUR per (in te vullen: per prestatie/per uur/per dag).

Artikel 5

Verzekeringen

Met toepassing van de artikelen XXX van de wet van, werd(en) door de organisatie volgende verzekering(en) gesloten:

- verzekering (verzekeringsmaatschappij:, polisnummer
- verzekering (verzekeringsmaatschappij:, polisnummer
- verzekering (verzekeringsmaatschappij:, polisnummer

Artikel 6

Beëindiging en schorsing van de overeenkomst

De overeenkomst kan steeds beëindigd worden op basis van de in de wet bepaalde redenen. De partijen zijn onderling volgende beëindigingsmodaliteiten overeengekomen:

.....

De overeenkomst wordt geschorst ingevolge de in de wet bepaalde gronden. Partijen komen hierover volgende bijkomende modaliteiten overeen:

.....

Deze overeenkomst eindigt van rechtswege en zonder enige bijkomende vergoeding wanneer de verenigingswerker niet langer beantwoordt aan de vereisten van Titel X, Hoofdstuk X 1 van de wet van

Artikel 7

-
-
-

-

De verenigingswerker bevestigt uitdrukkelijk de ontvangst en de kennisname van deze documenten, instructies, en/of analoge voorschriften.

Artikel 8

Eerbiediging van de maximumvergoeding

De partijen bij deze overeenkomst verklaren ervan op de hoogte te zijn dat het hen niet is toegestaan om een hogere vergoeding voor het verenigingswerk te bedingen of toe te kennen dan toegestaan door artikel XX van de wet van

De partijen verbinden zich ertoe om deze grens te eerbiedigen.

Artikel 9

Inlichtingen en voorschriften inzake risico's en welzijn verbonden aan het verenigingswerk

De verenigingswerker bevestigt alle noodzakelijke inlichtingen en voorschriften van de organisatie te hebben verkregen op het vlak van de risico's verbonden aan het verenigingswerk en inzake het welzijn tijdens de uitvoering van het verenigingswerk.

De verenigingswerker verbindt er zich tevens toe om deze inlichtingen en voorschriften na te leven.

Beleidscel van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Finance Tower Kruidtuinlaan 50 bus 175 B-1000 Brussel België
tel. +32 2 528 69 00 info.maggiedeblock@minsoc.fed.be

.be

Artikel 10

De voorafgaandelijke aangifte in de toepassing "naam toepassing"

De organisatie bevestigt voorafgaandelijk aan het begin van de prestaties alle vereiste aangiften in de toepassing "naam toepassing" te zullen verrichten. Indien uit deze aangifte blijkt dat de verenigingswerker niet aan de toepassingsvoorwaarden voldoet, zal hij deze hiervan onmiddellijk op de hoogte stellen en is onderhavige overeenkomst van rechtswege nietig. Iedere prestatie verricht zonder voorafgaandelijke aangifte in de toepassing "naam toepassing" kan niet aanzien worden als verenigingswerk.

Overeengekomen te op in twee exemplaren, waarvan elke partij bevestigt een exemplaar te hebben ontvangen.

Namens de organisatie *(naam, hoedanigheid en handtekening, voorafgegaan door de eigenhandig geschreven woorden "gelezen en goedgekeurd")*

De verenigingswerker *(naam en handtekening, voorafgegaan door de eigenhandig geschreven woorden "gelezen en goedgekeurd")*